

L'intersyndicale en marche ce samedi

MANIFESTATION. Réunis hier matin, six syndicats appellent à manifester ce samedi, dès 9 heures, au Jardin de l'État. L'objectif : défendre les droits des travailleurs.

Le traditionnel défilé de syndicats aura bien lieu cette année à l'occasion du 1er mai, fête des travailleurs. Hier matin, la CGTR, FGTB, FO, FSU, SAIPER et Solidaires se sont réunis dans les locaux de la CGTR pour annoncer la mobilisation de ce samedi, dès 9 heures, au Jardin de l'État.

Après une fête du Travail sans artifice l'an dernier, en plein confinement, les manifestations syndicales sont autorisées cette année, dans le respect des règles sanitaires strictes. L'intersyndicale réunie appelle ainsi les salariés à descendre dans les rues pour défendre leurs droits et "rappeler leurs revendications".

UN APPEL

À LA MOBILISATION

Si ces dernières sont nombreuses, les six syndicats auront à cœur de défendre leurs intérêts communs. Le premier



L'intersyndicale appelle les salariés à manifester ce samedi, dès 9 heures, au Jardin de l'État (photo d'archives).

lieu, il sera question de déplorer les différentes réformes du gouvernement. Celle de l'assurance chômage, qui devrait être effective en juillet pro-

chain, n'y échappera pas. "Malgré le contexte sanitaire, le gouvernement ne prive des milliers de salariés d'une partie de leur cotisation." Et Jean-Daniel Paquibry, secrétaire adjoint de l'union départe-

mentale FO. La réforme de l'assurance chômage va être discutée en juillet prochain. "Cela fait vingt ans que les hôpitaux publics font l'objet de

FSU, d'ajouter : "Ce sont les petites familles, vivant souvent grâce à un seul salaire, qui vont voir leurs moyens et leurs qualités de vie diminuer."

Pour le co-secrétaire du syndicat de la fonction publique, "l'état voit toujours le moyen de faire des économies, malgré les besoins visibles et identifiés." En ce sens, l'intersyndicale dénonce aussi la "suppression de postes d'enseignants dans le primaire et second degré public, un dédoublement des classes sans recrutements, le manque de remplaçants et une limitation des libertés et rôles du syndicalisme dans l'éducation nationale".

Pour ce qui est de la santé, "le personnel soignant était applaudi il y a encore quelque temps, aujourd'hui, ils sont pointés du doigt", s'insurge Jean-Daniel Maillot qui a également mentionné la suppression de lits. "Cela fait vingt ans que les hôpitaux publics font l'objet de

fermeture de lits et de restructuration, annonce Zohra Givran, co-députée de Solidaires, c'est pour nous le moment de réaffirmer qu'il faut maintenir du service public. Il faut ramener du dialogue social et de l'investissement dans nos établissements de santé."

Le rassemblement de samedi sera rythmé par un slogan fort : "un emploi, un salaire, une retraite pour vivre dignement", a déclaré Pierrick Ollivier, secrétaire départemental de la CGTR. "On demande un emploi pérenne, poursuit-il, et un salaire décent. On voit trop se multiplier les contrats à temps partiel ou encore le gel des salaires dans le public. On exige en ce sens une revalorisation significative du Smic." Avant d'ajouter : "On sera sans doute muselés."

Rendez-vous donc samedi, dans les rues de la cité dionysienne.